A°. 1893  N°. 9.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING

van den 24 *Mei* 1893 *No.* 327

waarbij de opneming in het Publicatie-blad wordt bevolen van het Koninklijk Besluit van den 23sten Maart 1893, *bepalende de plaatsing in het Staatsblad van de door de internationale conferentie tot bescherming van den industrieelen eigendom te* Madrid *vertegenwoordigde Mogendheden geteekende schikking, met slot-protocol en protocol.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen hebbende de missive dd. 28 April jl. Lett. A2 No. 1/96 van den Minister van Kolonien, ten geleide strekkende van het Koninklijk Besluit van den 23sten Maart 1893, bepalende de plaatsing in het Staatsblad van de door de internationale conferentie tot bescherming van den industrieelen eigendom te *Madrid* vertegenwoordigde Mogendheden geteekende schikking, met slot protokol en protokol; met opdracht om voor de bekendmaking daarvan door plaatsing in het Publicatie-blad zorg te dragen.

Heeft de opneming daarvan in het Publicatie-blad bevolen.

Willemstad, den 24n. Mei 1893.

BARGE.

De Gouvernements Secretaris,

HELLMUND.

Uitgegeven den 1 Juni 1893.

De Gouvernements Secretaris,

HELLMUND.

STAATSBLAD

VAN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

(No. 55.) **BESLUIT** *van den den 23sten Maart* 1893, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de door de ter internationale conferentie tot bescherming van den industrieelen eigendom te* Madrid *vertegenwoordigde Mogendheden geteekende schikking, met slotprotokol en protokol.*

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK;

Gezien het protokol nummer 2, met slotprotokol, alsmede het protokol nummer 3 te *Madrid* door de ter Internationale Conferentie tot bescherming van den industrieelen eigendom vertegenwoordigde Mogendheden onderteekend, het eerste den 14den, het tweede den 15den April 1891 van welke protocollen een afdruk met vertaling aan dit besluit gehecht blijven en daarvan een onafscheidelijk deel uitmaken;

Gezien de wet van 12 December 1892 (*Staatsblad* No. 270) houdendende goedkeuring van voornoemde protokollen;

Gelet dat meergenoemde protokollen door Ons namens de Koningin den 22sten Februari 1893 zijn bekrachtigd, alsmede dat de akte houdende die bekrachtiging den 13den Maart daaraanvolgende in de Staats-archieven te *Bern* is nedergelegd;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken, van 21 Maart 1893, Algemeen Secretariaat, No. 3288.

Hebben goedgevonden en verstaan, de bekendmaking van bedoelde protokollen te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

De Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in voornoemde overeenkomst vervat.

's-Gravenhage, den 23sten Maart 1893.

EMMA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN TIENHOVEN.

Voor eensluidend afschrift,
De Secretaris Generaal
bij het departement van Koloniën,
H. VAN DER WIJCK.

ARRANGEMENT concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu entre la Belgique, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

Les soussignés Plénipotentiaires des Gouvernements des Etats cidessus énumérés,

Vu l'article 15 de la Convention internationale du 20 Mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle,

Ont d'un commun accord et sous réserve de ratification arrêté l'Arrangement suivant :

Article premier.

Les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants pourront s'assurer dans tous les autres Etats, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce acceptées au dèpôt dans le pays d'origine, moyennant le dépôt des dites marques au Bureau international à Berne fait par l'entremise de l'administration du dit pays d'origine.

Article 2.

Sont assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants les sujets ou citoyens des Etats n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui satisfont aux conditions de l'article 3 de la convention.

Article 3.

Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 1. Il notifiera cet enregistrement aux Etats contractants. Les marques enregistrées seront publiées dans un supplément au journal du Bureau international au moyen soit d'un dessin, soit d'une description présentée en langue française par le déposant.

En vue de la publicité à donner dans les divers Etats aux marques ainsi enregistrées, chaque Administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander.

Article 4.

A partir de l'enrégistrement ainsi fait au Bureau international, la protection dans chacun des Etats contractants sera la même que si la marque y avait été directement déposée.

Article 5.

Dans les pays où leur législation les y autorise les Admitrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire.

Elles devront exercer cette faculté dans l'année de la notification prévue par l'article 3.

La dite déclaration ainsi notifiée au Bureau international sera par lui transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

Article 6.

La protection résultant de l'enregistrement au Bureau international durera vingt ans à partir de cet enregistrement mais ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

Article 7.

L'enregistrement pourra toujours être renouvelé suivan- les prescriptions des articles 1 et 3. Six mois avant l'expirat tion du terme de protection le Bureau international donnera un avis officieux à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

Article 8.

L'administration du pays d'origine fixera a son gré t perecevra a son profit une taxe qu'elle réclamera du propiétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé. A cette taxe s'ajoutera un émolument international de cent francs, dont le produit annuel sera réparti par parts égales entre les Etats contractants par les soins du Bureau international après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet Arrangement.

Article 9.

L'administration du pays d'origine notifiera au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements qui se produiront dans la propriété de la marque.

Le Bureau international enregistrera ces changements, les notifiera aux Administrations contractantes et les publiera aussitôt dans son journal.

Article 10.

Les Administrations règleront d'un commun accord les détails relatifs à l'execution du présent Arrangement.

Article 11.

Les Etats de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 16 de la Convention du 20 Mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle.

Dès que le Bureau international sera informé qu'un Etat a adhéré au présent Arrangement, il adressera à l'Administra-

tion de cet Etat, conformément à l'article 3 une notification collective des marques qui, à ce moment jouissent de la protection internationale.

Cette notification assurera, par elle même aux dites marques le bénéfice des précèdentes dispositions sur le territoire de l'Etat adhérent et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'Administration intéressée peut faire la declaration, prévue par l'article 5.

Article 12.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Madrid dans le délai de six mois au plus tard.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'échange des ratifications, et aura la même force et durée que la Convention du 20 Mars 1883.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Etats ci-dessus énumérés ont signé le present Arrangement à Madrid le quatorze avril mil huit cent quatre-vingt-onze.

Pour la Belgique,	TH. DE BOUNDER DE MELSBROECK.
„ l'Espagne,	S. MORET.
„ „	MARQUES DE AGUILAR.
„ „	ENRIQUE CALLEJA.
„ „	LUIS MARIANO DE LARRA.
„ la France et la Tunissie,	P. CAMBON.
„ l'Italie,	MAFFEI.
„ le Guatemala,	J. CARRERA.
„ les Pays-Bas,	GERICKE.
„ le Portugal,	COMTE DE CASAL RIBEIRO.
„ la Suisse,	CH. E. LARDET.
„ „ „	MOREL.

PROTOCOLE DE CLôTURE.

Au moment de la signature de l'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires des Etats qui ont adhère au dit Arrangement sont convenus de ce qui suit.

Des doutes s'étant élevés au sujet de la portée de l'article 5 il est bien entendu que la faculté de refus que cet article laisse aux Administrations ne porte aucune atteinte aux dispositions de l'article 6 de la Convention du 20 Mars 1883 et du paragraphe 4 du Protocole de clôture qui l'accompagne,

ces dispositions étant applicables aux marques déposées au Bureau international comme elles l'ont été et le seront encore à celles déposées directement dans tous les pays contractants.

Le présent Protocol aura la même force et durée que l'Arrangement auquel il se rapporte.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont signe le présent Protocole de clôture à Madrid le quatorze avril mil huit cent quatre-vingt-onze.

Pour la Belgique,	TH. DE BOUNDER DE MELSBROECK.
„ l'Espagne,	S. MORET.
„ „	MARQUES DE AGUILAR.
„ „	ENRIQUE CALLEJA.
„ „	LUIS MARIANO DE LARRA.
„ la France et la Tunissie,	P. CAMBON.
„ le Guatémala,	J. CARRERA.
„ l'Italie,	MAFFEI.
„ les Pays-Bas,	GERICKE.
„ le Portugal,	COMTE DE CASSAL RIBEIRO.
„ la Suisse,	CH. E. LARDET.
„ „ „	MOREL.

PROTOCOLE concernant la dotation du Bureau international de l'Union pour la Protection de la propriété industrielle conclue entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les Etats Unis d'Amérique, la France, la Grande Bretagne, le Guatémala, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Tunisie.

Les soussignés Plénipotentiaires des Gouvernements ci-dessus énumérés,

Vu la Déclaration adoptée le 12 mars 1883 par la conférence internationale pour la protection de la propriété industrielle réunie à Paris,

Ont d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté le Protocole suivant :

Article premier.

Le premier alinéa du chiffre 6 du Protocole de clôture annexé à la convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

"Les dépenses du Bureau international institué par l'article 13 seront supporteés en commun par les Etats contractants. Elles ne pourront en aucun cas, dépasser la somme de soixante mille francs par année.".

Article 2.

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Madrid dans le délai de six mois ou plus tard.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'échange des ratifications et aura la même force et durée que la convention du 20 Mars 1883 dont il sera considéré comme faisant partie intégrante.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des Etats ci-dessus énumérés ont s igné le présent Protocole à Madrid le quinze avril mil huit cent quatre-vingt-onze.

Pour la Belgique,	TH. DE BOUNDER DE MELSBROECK.
„ le Brésil,	LUIS F. D'ABREU.
„ l'Espagne,	S. MORET.
„ „	MARQUES DE AGUILAR.
„ „	ENRIQUE CALLEJA.
„ „	LUIS MARIANO DE LARRA.
„ las Etats-Unis d'Amerique,	E. BURD GRUBB.
„ la France et la Tunisie,	P. CAMBON.
„ la Grande Bretagne,	FRANCIS CLARE FORD.
„ le Guatémala,	J. CARRERA.
„ l'Italie,	MAFEI.
„ la Norvège,	ARILD HUITFELDT.
„ les Pays-Bas,	GERICKE.
„ le Portugal,	Comte DE CASAL RIBEIRO.
„ la Suéde,	ARILD HUITFELDT.
„ la Suissee,	CH. E. LARDET.
„ „ „	MOREL.

VERTALING.

SCHIKKING betreffende de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken, getroffen tusschen België, Spanje, Frankrijk, Guatemala, Italië, Nederland, Portugal, Zwitserland en Tunesië.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der bovengenoemde Staten;

Gezien artikel 15 der internationale overeenkomst van den 20n. Maart 1883 tot bescherming van den industrieelen eigendom;

Hebben in gemeen overleg en onder voorbehoud van bekrachtiging de volgende schikking vastgesteld:

Artikel 1.

De onderdanen of burgers van elken der contracteerende Staten zullen zich in al de andere Staten de bescherming hunner, bij het dépôt in het land van oorsprong aangenomen fabrieks- of handelsmerken kunnen verzekeren tegen dépôt der gezegde merken aan het Internationaal Bureau te Bern, gedaan door tusschenkomst der Administratie van gezegd land van oorsprong.

Artikel 2.

Met de onderdanen of burgers der contracteerende Staten worden gelijkgesteld de onderdanen of burgers der niet tot deze schikking toegetreden Staten, die voldoen aan de voorwaarden van artikel 3 der Overeenkomst.

Artikel 3.

Het International Bureau zal de overeenkomstig artikel 1 gedeponeerde merken onmiddellijk inschrijven. Het zal van die inschrijving aan de contracteerende Staten kennis geven. De ingeschreven merken zullen worden openbaar gemaakt in een bijvoegsel van het blad van het Internationaal Bureau door middel hetzij eener teekening, hetzij eener beschrijving door den inzender in de Fransche taal aan te bieden.

Met het oog op de in de onderscheidene Staten aan de aldus ingeschreven merken te geven openbaarheid zal elke Administratie kosteloos van het internationaal Burean het aantal exemplaren der gezegde publicatie ontvangen, die het haar zal gelieven aan te vragen.

Artikel 4.

Van het tijdstip der aldus op het Internationaal Bureau gedane inschrijving af, zal de bescherming in elken der contracteerende Staten gelden alsof het merk aldaar rechtstreeks ware gedeponeerd.

Artikel 5.

In de landen waar hunne wetgeving er hen toe machtigt zullen de Administratiën aan welke het Internationaal Bureau de inschrijving van een merk zal mededeelen de bevoegdheid hebben te verklaren, dat de bescherming niet op hun grondgebied aan dat merk kan worden verleend. Zij zullen van die bevoegdheid behooren gebruik te maken binnen het jaar na de kennisgeving bedoeld in artikel 3.

Gezegde verklaring aldus aan het Internationaal Bureau medegedeeld zijnde, zal door hetzelve zonder verwijl overgebracht worden aan de Administratie van het land van oorsprong en aan den eigenaar van het merk. De belanghebbende zal dezelfde middelen van verhaal hebben alsof het merk rechtstreeks door hem gedeponeerd ware in het land, waar de bescherming wordt geweigerd.

Artikel 6.

De bescherming voortvloeiende uit de inschrijving op het Internationaal Bureau zal gedurende twintig jaren van die inschrijving af gelden, maar zal niet kunnen werden ingeroepen ten behoeve van een merk dat mocht hebben opgehouden de wettelijke bescherming in het land van oorsprong te genieten.

Artikel 7.

De inschrijving zal steeds kunnen worden vernieuwd volgens de voorschriften der artikelen 1 en 3.

Zes maanden voor den afloop van den termijn van bescherming zal het Internationaal Bureau een officieus bericht zenden aan de Administratie van het land van oorsprong en aan den eigenaar van het merk.

Artikel 8.

De Administratie van het land van oorsprong zal naar goedvinden vaststellen en te haren voordeele innen eene taks welke zij zal invorderen van den eigenaar van het merk welks internationale inschrijving verlangt wordt. Deze taks zal worden verhoogd met een internationaal emolument van honderd franken, waarvan de jaarlijksche opbrengst door de zorgen van het Internationaal Bureau in gelijke deelen onder de contracteerende staten zal worden verdeeld na aftrek der gemeenschappelijke onkosten door de uitvoering dezer schikking veroorzaakt.

Artikel 9.

De Administratie van het land van oorsprong zal aan het Internationaal Bureau kennis geven van elke opheffing, doorhaling, afstand, overdracht en andere wijzigingen die zich ten opzichte van den eigendom van het merk zullen voordoen.

Het Internationaal Bureau zal deze wijzigingen inschrijven, dezelve mededeelen aan de contracteerende Administratiën en terstond in zijn blad openbaar maken.

Artikel 10.

De Administratiën zullen in gemeen overleg de bijzonderheden betreffende de uitvoering van deze schikking regelen.

Artikel 11.

De Staten der Unie ter bescherming van den industrieelen eigendom die aan de onderwerpelijke schikking geen deel hebben genomen, zullen ter aansluiting worden toegelaten op hunne aanvrage daartoe en in den vorm voorgeschreven bij artikel 16 der overeenkomst van 20sten Maart 1883 tot bescherming van den industrieelen eigendom. Zoodra aan het Internationaal Bureau zal bericht zijn dat een staat tot deze schikking is toegetreden zal hetzelve aan de Administratie van dien staat, overeenkomstig artikel 3 in eens kennis geven van alle merken die op dat oogenblik de internationale bescherming genieten. Die kennisgeving zal op zich zelf voldoende zijn om aan gezegde merken het voordeel der voorafgaande bepalingen op het grondgebied van den toegetreden staat te verzekeren en om den termijn van een jaar te doen aanvangen, gedurende welken de betrokken Administratie gebruik kan maken van de bij artikel 5 vermelde bevoegdheid.

Artikel 12.

Deze schikking zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen uiterlijk binnen zes maanden te Madrid worden uitgewisseld. Zij zal in werking treden eene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging en zal dezelfde kracht en duur hebben als de overeenkomst van den 20n. Maart 1883.

Ten blijke waarvan de gevolmachtigden der bovengenoemde staten deze schikking geteekend hebben te Madrid, den veertienden April achttienhonderd een en negentig.

Voor België	TH. DE BOUNDER DE MELSBROECK.
„ Spanje	S. MORET.
„ „	MARQUES DE AGUILAR.
„ „	ENRIQUE CALLEJA.
„ „	LUIS MARIANO DE LARRA.
„ Frankrijk en Tunesië	P. CAMBON.
„ Italië	MAFFEI.
„ Guatemala	J. CARRERA.
„ Nederland	GERICKE.
„ Portugal	COMTE DE CASAL RIBEIRO.
„ Zwitserland	CH. E. LARDET.
„ „	MOREL.

SLOTPROTOKOL.

Op het oogenblik der onderteekening van de schikking betreffende de internationale inschrijving van de fabrieks- of handelsmerken op heden gesloten, zijn de gevolmachtigden der staten die ter gezegde schikking zijn toegetreden overeengekomen als volgt:

Daar twijfel gerezen is omtrent de beteekenis van artikel 5 wordt uitdrukkelijk verklaard dat de bevoegdheid tot weigering welke dat artikel aan de Administratiën laat, geenerlei afbreuk doet aan de bepalingen van artikel 6 der overeenkomst van den 20sten Maart 1883 en van paragraaf 4 van het daarbij behoorend Slotprotokol, zijnde die bepalingen toepasselijk op de bij het Internationaal Bureau gedeponeerde merken zooals zij het geweest zijn en gelijk zij het voortaan zullen zijn, op die welke rechtstreeks in al de contracteerende landen gedeponeerd worden.

Dit Protokol zal dezelfde kracht en duur bezitten als de schikking waarop het betrekking heeft.

Ten blijke waarvan de ondergeteekende, gevolmachtigden, dit protokol geteekend hebben te Madrid den veertienden April achttien honderd een en negentig.

Voor België	TH. DE BOUNDER DE MELSBROECK.
„ Spanje	S. MORET.
„ „	MARQUES DE AGUILAR.
„ „	ENRIQUE CALLEJA.
„ „	LUIS MARIANO DE LARRA.
„ Frankrijk en Tunesië	P. CAMBON.
„ Italië	MAFFEI.
„ Guatemala	J. CARRERA.
„ Nederland	GERICKE.
„ Portugal	COMTE DE CASSAL RIBEIRO.
„ Zwitserland	CH. E. LARDET.
„ „	MOREL.

PROTOKOL betreffende de vaststelling der inkomsten van het Internationaal Bureau der Vereeniging tot bescherming van den industrieelen eigendom, gesloten tusschen België, Brazilië, Spanje, de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk, Groot-Brittani,ë Guatemala, Italië, Noorwegen, Nederland, Portugal, Zweden, Zwitserland en Tunesië.

De ondergeteekende gevolmachtigden der bovengenoemde Regeeringen;

Gezien de verklaring den 12den Maart 1883 aangenomen

door de te Parijs vergaderde internationale conferentie voor de bescherming van den industrieelen eigendom;

Hebben in gemeen overleg en onder voorbehoud van bekrachtiging het volgende Protokol vastgesteld:

Artikel 1.

De eerste alinea van cijfer 6 van het Slotprotokol behoorende bij de internationale overeenkomst van den 20sten Maart 1883 tot bescherming van den industrieelen eigendom wordt afgeschaft en vervangen door de volgende bepaling:

"De uitgaven van het Internationaal Bureau bij artikel 13 ingesteld, zullen gemeenschappelijk door de contracteerende Staten worden gedragen. Zij zullen in geen geval eene som van zestig duizend franken per jaar kunnen te boven gaan".

Artikel 2.

Dit Protokol zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen uiterlijk binnen zes maanden te Madrid worden uitgewisseld.

Het zal in werking treden eene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging en zal dezelfde kracht en duur bezitten als de overeenkomst van den 20sten Maart 1883, waarvan het zal beschouwd worden een onafscheidelijk deel uit te maken.

Ten blijke waarvan de gevolmachtigden der bovengenoemden Staten dit Protokol geteekend hebben te Madrid den vijftienden April achttienhonderd een en negentig.

Voor België	TH. DE BOUNDER DE MELSBROECK
„ Brazilië	LUIS F. D'ABREU.
„ Spanje	S. MORET.
„ „	MARQUES DE AGUILAR.
„ „	ENRIQUE CALLEJA.
„ „	LUIS MARIANO DE LARRA.
„ de Vereenigde Staten van Amerika	E. BURD GRUBB.
„ Frankrijk en Tunesië	P. CAMBON.
„ Groot-Britannië	FRANCIS CLARE FORD.
„ Guatemala	J. CARRERA.
„ Italië	MAFEI.
„ Noorwegen	ARILD HUITFELDT.
„ Nederland	GERICKE.
„ Portugal	Comte DE CASAL RIBEIRO.
„ Zweden	ARILD HUITFELDT.
„ Zwitserland	CH. E. LARDET.
„ „	MOREL.